

Chizumila, Tujilane (République du Malawi)

FRANÇAIS

[original : anglais]

Curriculum vitae

NOM DE FAMILLE :	CHIZUMILA	
PRÉNOM :	Tujilane	
DEUXIÈME PRÉNOM :	Rose	
SEXE :	Féminin	
DATE DE NAISSANCE :	14 mai 1953	
NATIONALITÉ :	Malawi	
CRITÈRES RÉGIONAUX :	Afrique	
SECONDE NATIONALITE : (LE CAS ECHEANT)	Sans objet	
ÉTAT CIVIL :	Veuve	
LISTE A/LISTE B :	Liste A	
LANGUES	Langue maternelle : Chichewa	
- ANGLAIS	(à l'écrit) Avancé	(à l'oral) Avancé
- FRANÇAIS	(à l'écrit) Basique	(à l'oral) Basique
- AUTRES	Swahili : (à l'écrit) Avancé	(à l'oral) Avancé
	Allemand : (à l'écrit) Intermédiaire	(à l'oral) Intermédiaire
QUALIFICATIONS ACADEMIQUES : Date, établissement, diplôme(s) obtenu(s) (en commençant par le plus récent) <i>- Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>		
07/1985 – 07/1988 - <i>Institution :</i> Université Christian-Albrecht, Kiel, Allemagne - <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Diplôme de Master en droit international		
06/1982 – 12/1982 - <i>Institution :</i> Faculté de droit du Kenya / Secrétariat du Commonwealth, Nairobi - <i>Diplôme(s) obtenu(s) :</i> Certificat de rédaction législative		

07/1973 – 07/1977

- *Institution :* Université de Dar es Salaam
- *Diplôme(s) obtenu(s) :* Baccalauréat en droit (LLB)

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE : : *Date, employeur, intitulé du poste, autres informations (en commençant par le plus récent)*

- *Veuillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées*
- *Veuillez indiquer la pertinence de l'expérience par rapport à la candidature présentée sous la liste A ou B, le cas échéant*

02/2017- 02/2029

- *Employeur :* Cour africaine des droits de l'homme et des peuples
- *Intitulé du poste :* Juge
- *Autres informations :* Madame Chizumila a siégé pendant neuf ans à la plus haute juridiction africaine des droits de l'homme, traitant d'affaires relatives aux violations des droits fondamentaux garantis par les traités régionaux, aux garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable, aux droits politiques et à la justice électorale, à la liberté d'expression, à la discrimination et aux violences sexistes, et à la protection des populations vulnérables.
Elle a contribué au développement de la jurisprudence continentale en interprétant la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples et les instruments connexes. Ma participation à la décision historique rendue dans l'affaire APDF et IHRDA contre la République du Mali par le biais de la Gender Justice Uncovered Awards, et a renforcé les protections juridiques contre le mariage d'enfants et la discrimination à l'égard des femmes.

06/2010- 06/2015

- *Employeur :* Gouvernement du Malawi
- *Intitulé du poste :* Médiatrice
- *Autres informations :* Madame Chizumila a été Médiatrice publique du Malawi pendant cinq ans dirigeant le Tribunal administratif chargé d'enquêter sur les plaintes pour mauvaise administration et abus d'autorité. Son travail a renforcé la responsabilité, la transparence et la justice administrative du gouvernement tout en apportant des solutions par le biais d'enquêtes, d'audiences publiques et de recommandations politiques. Conformément à son mandat constitutionnel, elle a également siégé à la Commission des droits de l'homme du Malawi et à la Commission du service de police.
Elle a été la première femme Médiatrice du Malawi.

05/2003- 07/2004

- *Employeur :* Haute Cour du Malawi
- *Intitulé du poste :* Juge
- *Autres informations :* Elle a présidé des procès criminels importants, des litiges constitutionnels et des affaires civiles complexes en appliquant les normes internationales relatives aux droits de l'homme dans le cadre de la jurisprudence nationale.

10/1994- 04/1999

- <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Chizumila et Compagnie (première femme avocate au Malawi ayant créé sa propre société) Fondatrice et propriétaire Elle a acquis une vaste expertise en matière de procédure pénale, de droits de la défense et d'accès à la justice pour les personnes vulnérables et a présidé l'Association des femmes avocates du Malawi pendant la période de graves abus sexuels sur les femmes et les enfants qui ont abouti à des modifications législatives.
08/1993 - 09/1994 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Chizumila Msisha et Compagnie (société juridique privée de mon défunt mari) Avocate Elle a renforcé son expertise en droit pénal en traitant des cas très graves d'abus criminels de la part du gouvernement précédent.
06/1991 - 11/1991 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Ministère de la Justice et des Affaires constitutionnelles du Malawi Avocate de l'État et de l'aide juridique A représenté l'État dans les poursuites pénales et a assuré la représentation juridique des personnes accusées indigentes, renforçant ainsi l'accès à la justice.
10/1978 - 10/1988 - <i>Employeur :</i> - <i>Intitulé du poste :</i> - <i>Autres informations :</i>	Société juridique tanzanienne (un organisme parapublic relevant du ministère de la Justice pendant 10 ans) Conseiller juridique Représentation de personnes accusées dans des affaires criminelles graves devant les tribunaux tanzaniens. Expertise approfondie en matière de procédure pénale, de normes de preuve et de droits à un procès équitable.
AUTRES ACTIVITES PROFESSIONNELLES PERTINENTES : - <i>Veillez cliquer sur le signe « + » en bas à droite pour ajouter d'autres entrées</i>	
2008-2009 • <i>Activité :</i> Expérience humanitaire internationale et auprès des Nations Unies Consultante en droits de l'enfant (UNICEF) <i>Responsabilités :</i> Conseils sur la mise en œuvre des normes internationales de protection de l'enfance. Promotion de l'intérêt supérieur de l'enfant dans les cadres politiques. Chargée de programme et d'administration (Save the Children Federation - États-Unis)	

Responsabilités :

Mise en œuvre de programmes de survie et de protection de l'enfance.

Gestion des questions relatives aux réfugiés et aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

Renforcement de la redevabilité et de la mise en œuvre des programmes humanitaires.

04/1999 - 04/2003

• *Activité :* Service diplomatique

Ambassadrice du Malawi au Zimbabwe et Représentante permanente du Malawi auprès de la SADC

Responsabilités :

Représentation du Malawi dans la diplomatie régionale et les négociations multilatérales.

Facilitation du dialogue sur la gouvernance, des processus de paix et des initiatives en faveur de l'État de droit.

Co-organisation de la Conférence interpartis de tous les acteurs du Zimbabwe (2001).

1991 – 1993

• *Activité :* Nations Unies et expérience humanitaire internationale

Chargée de mission pour les femmes et les enfants réfugiés (HCR)

Responsabilités :

Protection des femmes et des enfants réfugiés.

Lutte contre les violences sexistes dans les camps de réfugiés.

Recherche des familles et réunification des enfants séparés.

Formation professionnelle et soutien aux moyens de subsistance des femmes déplacées.

Supervision des processus de rapatriement volontaire.

1989-1990

• *Activité :* Expérience humanitaire internationale

Chargée de programme et d'administration (Save the Children Federation – États-Unis)

Responsabilités :

Mise en œuvre de programmes de survie et de protection de l'enfance.

Gestion des questions relatives aux réfugiés et aux populations vulnérables, en particulier les femmes et les enfants.

De jeune réfugiée à juge – Tome II (2026)

De jeune réfugiée à juge – Mon parcours – Tome I (2022)

Ouvrage en deux volumes sur le droit et la protection des réfugiés, abordant les défis juridiques liés au déplacement et à l'apatridie.

Voix de l'ONU au sein du système judiciaire : Des femmes qui façonnent la justice internationale (2026) – Campagne GQUAL/ONU Femmes – Contribution de la juge Tujilane Chizumila

Parcours vers la magistrature : Femmes juges africaines – Le récit comme expression de la liberté judiciaire : Tujilane Rose Chizumila, pages 223-238 (2025)

Le point de vue d'une veuve – Un parcours personnel – Contribution aux réformes du droit successoral du Malawi visant à lutter contre l'accaparement des biens des veuves. (1996)

Rôle des femmes dans le leadership et sécurité alimentaire des réfugiés à Nsanje (1992), par T. Madinga (aujourd'hui Chizumila) et S. Chande

Distribution alimentaire et harcèlement sexuel à Ntcheu, par T. Madinga (aujourd'hui Chizumila) (1991)

Deux études menées sous l'égide du HCR ayant conduit à la réforme des systèmes de distribution alimentaire dans les camps de réfugiés du Malawi. Ces études visaient à lutter contre l'exploitation et les abus sexuels liés à l'accès à l'alimentation, en particulier pour les femmes et les enfants.

SEMINAIRES ET CONFERENCES LES PLUS PERTINENTES

- Formation à l'éthique pour le personnel des greffes - Cour africaine. Arusha, Tanzanie
- Formation à l'éthique de l'Union africaine, Arusha, Tanzanie
- Commémoration du 50^e anniversaire de la Convention de l'OUA de 1969, Association internationale des juges des réfugiés et des migrations (IARMJ), Le Cap, Afrique du Sud
- Formation de formateurs : Justice, droits humains et paix, et développement du leadership. Université des Nations Unies pour la paix, Addis-Abeba, Éthiopie
- Cours régional interdisciplinaire sur les droits de l'enfant, SAHRIT, Pretoria, Afrique du Sud
- Rapatriement et protection des réfugiés, HCR, Genève et Zimbabwe
- Lutte contre la corruption pour les magistrats, Bureau anti-corruption, Lilongwe, Malawi
- Formation modulaire Bridge sur les médias et les élections, Lilongwe, Malawi
- Gestion des conflits et consolidation de la paix, Pretoria, Afrique du Sud
- Droits de l'enfant et survie de l'enfant, Malawi, Zimbabwe, Afrique du Sud
- Droits des femmes en matière de santé reproductive par le biais du contentieux d'intérêt public, Harare, Zimbabwe

APPARTENANCE A DES ASSOCIATIONS PROFESSIONNELLES

- Association internationale des juges des réfugiés et des migrations
- Comités de la Cour africaine des droits de l'homme sur les questions administratives, budgétaires et financières ; et questions d'audit
- Cour africaine des droits de l'homme, Commission africaine des droits de l'homme et Comité africain d'experts sur les droits et le bien-être de l'enfant

- Dialogue intercontinental des tribunaux des droits de l'homme
- Institut agréé des arbitres
- Société du barreau du Malawi
- Association des femmes juges du Malawi
- Association des femmes juges et magistrates du Malawi (WOJAM), membre fondateur
- Association africaine des médiateurs et médiatrices (AOMA)
- Association des veuves du Malawi

DISTINCTIONS REÇUES

DÉCISION RENDUE POUR T. CHIZUMILA ET AUTRES FEMMES JUGES APDF & IHRDA contre la République du Mali (2018)

Titre complet de l'affaire :

Association pour le Progrès et la Défense des Droits des Femmes Maliennes (APDF) & The Institute for Human Rights and Development in Africa (IHRDA) c. République du Mali

N° de requête : 046/2016

Date de l'arrêt : 11 mai 2018

Cour : Cour africaine des droits de l'homme et des peuples

INTÉRÊTS PERSONNELS

Madame Chizumila est profondément attachée à l'engagement intellectuel, qu'elle pratique par la lecture et l'écriture sur les droits humains, l'État de droit et la justice sociale. Elle est passionnée par le mentorat et l'autonomisation des jeunes, et plus particulièrement par le soutien aux jeunes femmes et aux populations vulnérables en situation de réfugiées ou de post-conflit. Elle accorde également une grande importance au bien-être physique, qu'elle entretient régulièrement, et apprécie le jardinage comme moyen de promouvoir le développement durable et l'autonomie communautaire.

DIVERS

Ancienne réfugiée, Madame Chizumila apporte à son travail judiciaire une compréhension unique et profondément personnelle du déracinement, des conflits et de la vulnérabilité humaine. Son parcours professionnel, qui s'étend aux systèmes juridiques nationaux, régionaux et internationaux, lui confère une perspective rare et nuancée sur la justice et la responsabilité.

Elle possède une vaste expérience de collaboration avec les institutions multilatérales, notamment l'Union africaine et les Nations Unies, et a occupé des postes à responsabilité au sein de cercles diplomatiques. Elle défend avec conviction l'égalité des sexes et la protection des droits des femmes et des enfants.

Outre son travail judiciaire, elle dirige des initiatives communautaires visant à autonomiser les groupes vulnérables par le biais de programmes d'éducation, de soutien aux moyens de subsistance et de renforcement des capacités. Elle a également contribué à des programmes de formation et de mentorat destinés aux juges, aux diplomates et aux jeunes professionnels, dans le cadre de la fondation Tujilane Chizumila et de sa filiale, Rita's Etiquette.

